

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°55 - mars 2011

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. *page 2*

Suite de la «Révolution de jasmin». *pages 2-4*

Répression du mouvement démocratique. *pages 4&5*

Appareil judiciaire. Peine de mort. Mauvais traitements. *page 5*

Condition ouvrière. Niveau de vie. *page 6*

Conflits fonciers. Mouvements de masse. *page 6*

Minorités ethniques. *pages 6&7*
 Question ouïghoure
 Question Tibétaine

Hongkong. Macao *page 7*

Informations diverses. *pages 7&8*

Appel : soutien aux avocats et intellectuels chinois. *page 9*

Bibliographie.. *page 10*

Sources d'information. *page 10*

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Diplomatie réactionnaire, répression intérieure.

Le couple russe-chinois s'entend à merveille pour dénoncer l'intervention extérieure en Libye. Il reprend les communiqués de Tripoli et fait silence sur les menaces de massacre qui pesaient sur Benghazi. Le 26 mars, la télévision CCTV a été jusqu'à présenter une foule libyenne en liesse et brandissant des bannières «Vive la France» comme un rassemblement en faveur de Kadhafi. Dans la même veine de pensée, l'envoyé spécial chinois à Damas a apporté le 28 mars son soutien au pouvoir syrien pour ses efforts en vue de défendre la stabilité nationale. Au total, depuis décembre, aucune insurrection populaire n'a pu éveiller la sympathie des dirigeants chinois.

Dans un déluge quotidien d'articles, la presse fait tout pour montrer que la situation est différente en Chine. Mais le déploiement de forces policières dans les grandes villes chaque dimanche pour prévenir des manifestations pacifiques ne s'explique pas sans la crainte éprouvée par le pouvoir de devoir affronter des situations incontrôlables. De même que le grand nombre d'arrestations opérées dès le mois dernier (voir l'appel à soutien de la Ligue, de l'Observatoire des Avocats et du Syndicat des Avocats de France en fin de bulletin) et prolongées tout ce mois de mars, sans parler des innombrables assignations à résidence qui réduisent au silence une bonne part des militants les plus en vue.

Quant aux journalistes étrangers, jusqu'alors relativement préservés du contrôle policier, parvenus sur les lieux des rassemblements dominicaux pour décrire ce qui s'y passait, ils ont été appréhendés, harcelés, voire battus au prétexte qu'ils créaient l'événement en parlant, qu'ils étaient plus ou moins mandatés par l'étranger et n'avaient pas reçu les autorisations préalables. Les promesses des Jeux olympiques de 2008 se sont envolées.

Beijing se dit menacé par l'Internet et y voit l'instrument d'un complot des États-Unis : «Facebook, Twitter, Youtube et autres sites de l'Internet ont joué un rôle clé dans les incidents du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Ces firmes américaines, inextricablement liées au gouvernement des États-unis, sont devenues des outils que ce dernier emploie dans sa diplomatie hégémonique... Il a déjà lancé des réseaux Twitter en arabe et en persan. Il en lancera aussi en chinois, en russe et en hindi... il mène ainsi sa propagande idéologique dans le dessein de favoriser des hostilités et de provoquer des divisions internes» (Guangmingwang, 7 mars).

La société chinoise se caractérise par le contraste d'une relative stabilité globale vue de l'extérieur et d'une grande agitation sur le terrain, agitation qui la fragilise mais que l'on ne discerne guère à l'étranger. C'est ce que notait déjà Liu Xiaobo en 2004 à qui un hommage était rendu les 20 et 21 mars dans le monde entier et dans une cinquantaine de villes - y compris, bien sûr, à Paris. Le pouvoir s'obstine à justifier le verdict qu'une justice aux ordres a rendu contre le Prix Nobel emprisonné : «Le jugement rendu contre Liu Xiaobo est parfaitement

fondé quant aux faits et quant au droit» affirmait, le 10 mars, le directeur adjoint de la Commission des Affaires législatives de l'Assemblée. C'est qu'il existe à Beijing un «ministère de la vérité» : ses circulaires décident chaque jour de ce que sont les faits et de ce qu'est le droit, de ce qu'on doit faire et de ce qu'on peut dire.

Liberté d'expression et d'information.

27 mars

Disparition de l'écrivain et blogueur Yang Hengjun, à passeport australien. Il avait averti à l'aéroport de Guangzhou qu'il était suivi. Ancien fonctionnaire du ministère chinois des Affaires étrangères, Yang Hengjun tenait un blog lu par beaucoup ; il avait signé la Charte 08. (C.P.J., 28 mars)

21 mars

Google accuse l'administration chinoise de perturber sa messagerie Gmail. Les usagers chinois souffrent de difficultés d'accès à la page d'accueil et d'envoi de courriel. (R.S.F., 21 mars)

12 mars

Après dix ans d'incarcération pour «subversion du pouvoir d'État», les essayistes Jin Haike et Xu Wei sont sortis de prison. Ils avaient publié des articles sur les réformes politiques et formé un groupe d'études «la Nouvelle Société de la Jeunesse» en compagnie de Yang Zili et Zhang Honghai, tous deux relâchés en mars 2009. (Human Rights in China, 14 mars)

3 mars

Les autorités de la capitale ont annoncé leur intention de repérer tous les appels de téléphones mobiles locaux, afin de restreindre la congestion du trafic. Le système permettra non seulement de suivre les déplacements des possesseurs de portables mais encore de déceler les rassemblements inhabituels et l'annonce de ces rassemblements. (Xinhua, South China Morning Post, 3 mars)

2 mars

Le père de Liu Xiaobo n'est pas autorisé à quitter l'hôpital militaire où il est soigné, de peur qu'il ne rencontre des journalistes ou des personnalités. Il lui a été interdit d'organiser une fête pour son quatre-vingtième anniversaire le 20 février. Chacun des membres de la famille a reçu l'ordre de refuser tout contact pendant les deux sessions de l'Assemblée nationale et de la Conférence consultative. Il leur est impossible de joindre Liu Xia, l'épouse de Liu Xiaobo. (Centre d'Information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 2 mars)

28 fév.

La présidente de l'association «Les mères de TIANANMEN», Ding Zilin, et cent vingt-sept familles de victimes de la répression du 4 juin 1989 ont adressé une lettre à l'Assemblée nationale et à la Conférence consultative pour leur demander :

- la constitution d'une commission d'enquête et la publication d'une liste des victimes
- l'adoption d'une loi accordant réparation aux familles
- l'ouverture d'une enquête pour identifier les responsables du massacre.

L'envoi de la lettre a provoqué un resserrement du contrôle policier tout autour des familles, en particulier auprès des logements de Ding Zilin, Zhang Xianling, Li Xuewen et Qi Zhiyong. (Centre d'Information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 1 mars)

Suite de la «révolution de Jasmin»

Le 20 mars fut le cinquième dimanche consécutif de manifestations pacifiques, à l'appel de cybernautes soucieux de célébrer de manière tacite les réveils populaires dans le monde arabe et de souligner le besoin d'une démocratisation du pays. Les appels à manifester se sont élargis. De nouvelles arrestations s'ajoutent à celles que notait le bulletin de février.

I. LES MANIFESTATIONS DE RUE.

20 mars

Cinq cents élèves de l'Université polytechnique du Shaanxi ont défilé en silence dans leur campus. Les dirigeants de l'établissement n'ont pu obtenir qu'ils regagnent leur dortoir avant l'arrivée de la police. Il n'y a eu aucune arrestation. Ce serait le rassemblement le plus important depuis le lancement de la campagne sur le thème du jasmin.

Une manifestation semblable s'est déroulée à Jinan (Shandong) sur la place Quancheng ; la police est intervenue avec des camions anti-émeutes. À Beijing, les quartiers de Xidan et de Wangfujing étaient encadrés par les forces de l'ordre. À Chengdu (Sichuan), les policiers sont venus rue Chunxi, où s'étaient tenues les précédentes manifestations. Ils étaient équipés d'extincteurs. (Apple Daily, 21 mars)

11 mars

Un message diffusé sur l'Internet invite les Tibétains de six localités du Sichuan et du Qinghai de se rassembler chaque dimanche pour prier et déambuler. Le lundi suivant (14 mars) était aussi le troisième anniversaire du soulèvement de 2008. (Boxun, 12 mars)

6 mars

Un grand nombre de policiers en civil ou en uniforme se sont déployés sur les zones prévues pour le rassemblement dominical dans la capitale. Des services de nettoiement et de balayage travaillaient sur certaines artères pour y interdire le passage. L'usage d'internet sur les téléphones portables et l'envoi de S.M.S. étaient impossibles dans les quartiers de Wangfujing et de Xidan. Les restaurants MacDonald étaient l'un, fermé pour exercice de lutte contre l'incendie, l'autre, entièrement occupé par les policiers. Des stations de métro étaient closes pour «entretien». Les passants étrangers devaient montrer leur passeport.

À Shanghai, quinze correspondants de presse étrangers ont été détenus pendant trois heures. Les stations de métro proches de la place du Peuple étaient fermées. Le point de rassemblement Heping Yingdu était interdit d'accès. À Shenzhen, une centaine de policiers avait pris place autour de chacun des trois restaurants Macdonald, équipés de boucliers anti-émeutes. (Ming Pao, Centre d'information pour la démocratie et les droits de l'homme, 7 mars)

5 mars

Le département de l'Éducation du Shaanxi émet une circulaire demandant aux établissements d'enseignement supérieur de prendre des mesures pour empêcher les étudiants de sortir des campus et de manifester leur sympathie pour les révoltes méditerranéennes et du Moyen-Orient. En conséquence, onze universités de Xi'an ont été fermées. Le même jour, l'armée de l'air a envoyé un avion de reconnaissance au dessus de l'Université de Taiyuan (Shanxi) pour collecter des informations sur d'éventuels rassemblements. (Centre d'information pour la démocratie et les droits de l'homme, 6 mars)

5 mars

Dans une lettre ouverte, un «comité militaire de la révolution de jasmin» appelle les soldats à soutenir la «révolution de jasmin» et à refuser de participer à toute répression du peuple. Il invite ceux qui ont contribué au massacre de Tiananmen (1989) à se racheter ; les militaires devraient retourner leurs armes contre ceux qui leur donneraient l'ordre de tirer sur le peuple. (Boxun, 6 mars)

4 mars

Un message diffusé sur l'Internet invite les Chrétiens à prier chaque dimanche dans le centre de trente-huit agglomérations, à peu près à l'endroit proposé par le mouvement de soutien de la révolution de jasmin. Les églises catholique et protestantes officielles ont rejeté cet appel. (C.H.R.D., Xinhua, 4 mars)

1 mars

La censure a supprimé une bande vidéo montrant le chef d'État Hu Jintao chantant la célèbre chanson «Quelle belle fleur de jasmin» lors d'une visite de l'Institut Confucius de Nairobi (2006). (South China Morning Post, 2 mars)

2. ARRESTATIONS ET HARCELEMENTS

6 mars

Le dissident Mo Jiangang, membre du Penclub indépendant de Chine, informe par téléphone de son arrestation. Il avait disparu depuis plusieurs jours. La conversation téléphonique a été coupée immédiatement. (Penclub indépendant de Chine, 7 mars)

5 mars

Arrestation du militant démocrate Zhu Yufu à Hangzhou (Zhejiang) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» et de Wei Shuishan, ancien membre du parti démocrate (interdit). Actif dans le mouvement du Mur de la démocratie de 197, Zhu Yufu avait été condamné en 1999 à sept ans d'emprisonnement pour avoir fondé le Parti démocratique puis, de nouveau, à deux ans d'incarcération en 2007. Il avait diffusé les 1 et 3 mars sur l'Internet des articles annonçant le développement d'une révolution de jasmin en Chine. (Centre d'Information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 11 mars)

4 mars

Fouille à domicile et confiscation de trois ordinateurs chez le militant des droits civiques Wang Yixiang (alias Gu He), à Ma'anshan (Anhui). (New Century News, 4 mars)

27 fév.

À Beijing la police a appréhendé sept journalistes – trois de Hongkong, deux de Taiwan et deux cameramen étrangers – présents sur la rue Wangfujing. Trois personnes – dont un journaliste japonais - ont été arrêtées dans le centre de Shanghai à l'heure prévue pour la manifestation et trois autres, un peu plus tard parce qu'elles refusaient de se disperser. Trois mille Chinois en colère auraient alors entouré les policiers. (R.T.H.K., Kyodo, 27 février)

26 fév.

Arrestation du militant Zheng Chuangtian de la ville de Jieyang, district de Huilai (Guangdong) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». Il aurait diffusé le nouveau message anonyme émis le même jour par le site Boxun qui appelait à des manifestations dominicales silencieuses. (Centre d'Information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 28 février)

20 fév.

Arrestation de Wei Qiang, à Beijing, pour participation à une «manifestation illégale». Il avait relaté sur Twitter ce qu'il voyait du rassemblement dans la rue Wangfujing. Il est le premier individu arrêté pour s'être rendu sur le lieu d'une manifestation. (New Century News, 2 mars)

Répression du mouvement démocratique.

25 mars

Le tribunal intermédiaire de Suining (Sichuan) a condamné Liu Xianbin à dix ans de prison pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». Liu avait mis en évidence l'implication des pouvoirs publics dans les fautes de construction responsables des effondrements de bâtiments survenus lors du tremblement de terre de 2008 au Sichuan (87.000 morts ou disparus). Le procès est entaché d'irrégularités. Liu Xianbin n'a pu rencontrer qu'un seul de ses avocats, lequel n'a appris la date du procès que quatre jours avant l'audience. Les juges ont interrompu à plusieurs reprises la plaidoirie des avocats, leur demandant d'abréger ; ils n'ont pas donné la parole à Liu Xianbin.

L'ancien militant du printemps 1989 avait été emprisonné en 1991, puis en 1999 pour son engagement dans la création du parti démocrate. Signataire de la Charte 08, il était détenu depuis le 28 juin 2010 pour ses articles sur le tremblement de terre et pour le soutien apporté à d'autres militants de la même cause (Tang Zuoren et Huang Qi) qui cherchaient à établir le nombre des écoliers décédés. (R.S.F., Kyodo, 25 mars)

6 mars

Frappée par un groupe d'agents dépêchés par les autorités locales, la pétitionnaire Gao Liping a été hospitalisée suite à une fracture du coccyx. Les intercepteurs l'ont emmenée avec son époux et son enfant d'un an hors de la gare de Beijing, où elle venait d'arriver pour dénoncer une décision estimée injuste de la justice du Jilin. (C.H.R.D., 6 mars)

5 mars **La militante du Heilongjiang Liu Jie et son époux** Fu Jingjiang sont appréhendés à Beijing, emmenés dans une ferme militaire du Heilongjiang où ils se trouvent en résidence surveillée. (Weiquanwang, 8 mars)

3 mars **Quinze pétitionnaires du Guangxi sont appréhendés** par le personnel du Bureau des plaintes et remis aux intercepteurs de la province du Guangxi installés dans la capitale. On a perdu leur trace. (New Century News, 3 mars)

2 mars **Pour assurer la sécurité lors des sessions de l'Assemblée nationale** et de la Conférence consultative, les autorités ont recruté 739.000 personnes, outre la police et les forces paramilitaires. (China news Service, 2 mars)

26 fév. **Arrestation à Beijing et retour forcé à Nanning (Guangxi) de la pétitionnaire Quan Lianzhao** pour «subversion du pouvoir d'État». Elle avait participé à un chœur de chants révolutionnaires dans un parc de la capitale le 3 février puis, le 20 février, à un rassemblement de pétitionnaires villageois expropriés. (C.H.R.D., 2 mars)

Appareil judiciaire. Peine de mort. Mauvais traitements.

29 mars **Le ministère des Affaires étrangères rejette la demande de libération de l'avocat Gao Zhisheng**, formulée par le Groupe de travail des Nations unies sur les détentions arbitraires. Le Groupe demandait aux autorités chinoises de se conformer à la loi en matière d'arrestation, de détention et de procès. Arrêté en février 2009, l'avocat Gao Zhisheng n'a pas donné signe de vie, sauf très brièvement en mars 2010, lors d'un court entretien téléphonique probablement sous surveillance policière. (A.F.P., 29 mars)

11 mars **Selon les déclarations du Procureur général, il a été enquêté sur 2.773 cas de corruption de fonctionnaires** en 2010, au niveau du district ou aux échelons supérieurs, dont six au niveau ministériel. Les poursuites ont donné lieu à 1.282 arrestations de délinquants en fuite et au recouvrement d'une valeur de 7,4 milliards de yuan. (Xinhua, 11 mars)

4 mars **La santé du militant des droits civiques Xie Fulin s'est fortement dégradée dans la prison de Changsha** (Hunan). Il souffre de maladie cardiaque et d'hypertension artérielle. Son épouse n'obtient que des réponses dilatoires lorsqu'elle demande sa libération pour raison médicale. (Boxun, 5 mars)

25 fév. **Un amendement de la loi pénale, qui entrera en vigueur le 1 mai 2011, retire treize chefs d'inculpation** pour crime économique non violents de la liste des crimes pouvant entraîner la peine de mort. Il s'agit entre autres de la contrebande de produits artisanaux, de métaux rares et d'animaux, du vol de tombes anciennes et de fossiles, de l'émission de fausses factures à l'exportation et de faux documents pour le remboursement de la T.V.A. ainsi que de conseils pour la pratique de crimes. Il restera cinquante-cinq crimes entraînant la peine capitale. La durée maximale de détention est portée de vingt à vingt-cinq ans. (Xinhua, 25 février)

25 fév. **Il existe environ cent millions de travailleurs migrants nés après 1980.** Ils représentent 7% de la population mais comptent pour un tiers des délits commis en 2010. L'Académie des Sciences sociales qui publie ces chiffres explique le phénomène par les discriminations sociales, les injustices et les difficultés dans l'accès à l'éducation et à la culture dont ils ont à souffrir. (Xinhua, 25 février)

Condition ouvrière. Niveau de vie.

25 mars.

Cent trente-neuf habitants de trois villages du district de Luqiao, près de Taizhou (Zhejiang) ont été empoisonnés par le plomb rejeté par une fabrique de batteries au delà des seuils légaux autorisés. La pollution atteint les eaux, les fruits et les légumes et en interdit la consommation. (Xinhua, 25 mars)

24 mars.

Une explosion survenue dans la mine Tonggou, près de la ville de Baishan (Jilin) a fait onze morts et deux disparus. Toutes les exploitations minières de la zone ont suspendu leur activité pour mettre un terme aux opérations non conformes aux réglementations. (Xinhua, 24 mars)

12 mars.

Une explosion de grisou a fait dix-neuf morts dans la mine Xincheng de Songhe, dans le district de Panxian, agglomération de Liupanshui (Guizhou). Quinze mineurs ont pu s'échapper, malgré leurs blessures.

Après la fermeture de la mine en 2008, la direction avait repris l'exploitation sans autorisation officielle mais vraisemblablement avec l'approbation de la municipalité. (Xinhua, 12 mars)

7 mars.

Selon le bureau national des statistiques, le produit brut par habitant a augmenté en moyenne de 12,7% par an au cours des cinq dernières années et de 8,9% si l'on tient compte des hausses de prix. (Xinhua, 7 mars)

(Note LdH : il s'agit là de chiffres extravagants et risibles : un rythme de croissance de 8,9% du P.I.B. équivaudrait s'il était distribué normalement à une hausse – impossible et d'ailleurs non observée – du niveau de vie de 53,15% en cinq ans)

Conflits fonciers. Mouvements de masse.

16 mars

Grève de plus de mille étudiants et enseignants de l'Université Yang-En de Quanzhou (Fujian) jusqu'au 20 mars. Ils accusent la direction de ne pas verser les salaires des professeurs, de les sous-payer ou de les pousser à la démission, d'exploiter les salariés, d'augmenter les frais d'inscription sans améliorer pour autant les équipements pédagogiques. (Ming Pao, 23 mars)

24 fév.

Plusieurs milliers de villageois de Guiyucun, près de la ville de Liji dans le district de Guannan (Jiangsu) ont affronté la police venue emporter de force trois cadavres que la famille se refusait à livrer ; les décès auraient résulté de coups reçus d'un parent du secrétaire du parti dix jours plus tôt. Les bagarres ont fait une vingtaine de blessés ; deux fourgons de la police ont été détruits. La police a brûlé les cadavres mais les villageois en ont pris des photos qui montreraient les traces de coups. (Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 26 février)

Minorités ethniques.

QUESTION OUGHOURE

23 fév. **Condamnation à mort de quatre personnes** pour implications dans des attentats commis en 2010. Deux d'entre elles seraient responsables de l'explosion d'une bombe à Aksu le 19 juillet qui aurait fait sept morts et quinze blessés ; deux autres auraient tué un policier à Hotan et deux personnes à Hami. (Xinhua, 23 février)

QUESTION TIBETAINE

25 mars **Le Parlement tibétain en exil demande au dalai lama de jouer un rôle honoraire** dans les affaires de la communauté à sa démission des responsabilités politiques. Il n'a pas pris de décision quant à l'acceptation de cette démission. (*South China Morning Post*, 26 mars)

20 mars. **Élection du Premier ministre du gouvernement en exil**, par 83.399 Tibétains de par le monde. Ce scrutin montre une évolution vers l'intégration de pratiques démocratiques dans le choix des autorités. Le chef du gouvernement est élu pour cinq ans. Résultats attendus pour le 27 avril. (*P.T.I. news agency*, 20 mars)

17 mars **Mort dans un hôpital du district Aba (Sichuan) d'un jeune moine tibétain qui s'était immolé par le feu** pour protester contre la domination chinoise. La direction de l'établissement affirme qu'il est mort de ses brûlures et non des coups reçus de la police, ce qu'affirmaient quelques médias. Plus d'un millier de moines et de manifestants ont défilé pour exprimer leur colère ; la police les a dispersés et a procédé à une vingtaine d'arrestations. (*Xinhua, South China Morning Post*, 18 mars)

16 mars **Disparition du site Internet TibetCul.com**, pourtant réputé pour la modération de ton des bLogs qu'il hébergeait. Un site affilié, *myBuddala.com*, avait été fermé avant le 10 mars, date anniversaire du soulèvement du Tibet (1959). (*R.S.F.*, 21 mars)

10 mars **Chef religieux du Tibet, le dalai lama annonce sa décision de se retirer de la politique active** et de laisser sa place à un chef librement élu. (*P.T.I.*, 10 mars)

Hongkong - Macao

10 mars

Selon le Service de presse de l'Office de liaison chinois, la population de Hongkong est «par trop politisée» et s'engage tout au long de l'année dans des combats politiques. Pour le directeur général du Service Hao Tiechuan, s'il est normal que les jeunes désirent s'exprimer, ils devraient le faire «d'une manière pacifique et dans le respect de la légalité». (*R.T.H.K.*, 11 mars)

1 mars

Lors d'une visite du Musée d'Histoire de Hongkong, le chef du pouvoir exécutif Donald Tsang a été frappé par un membre de la Ligue social-démocrate. L'exposition célébrait le centième anniversaire de la révolution républicaine de 1911. Beijing a demandé que l'agresseur soit puni, conformément à la loi. (*Xinhua*, 1 mars)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

12 mars

Les résultats d'un recensement des îles chinoises seront publiés cette année. Lors de la dernière enquête (1980), la Chine avait plus de 6.500 îles habitées, soit 93,8% de l'ensemble des îles identifiées. (*Xinhua*, 12 mars)

5 mars

Pour la première fois, les dépenses de Sécurité intérieure vont dépasser le budget de la Défense. Les crédits affectés à la police, à la Sécurité d'État et aux autres organes chargés d'assurer la stabilité politique s'élèvent dans le budget 2011 à 624,4 milliards de yuan (+ 13,8%) contre 601,2 milliards pour la Défense (+12,7%). (*R.F.A.*, 5 mars)

4 mars **Le projet du douzième plan quinquennal se propose une croissance annuelle de 15%** jusqu'à 2015 pour un ensemble d'industries stratégiques nouvelles, regroupant les énergies alternatives, les biotechnologies, les techniques d'information de nouvelle génération, les matériaux avancés, les véhicules à combustibles alternatifs, la protection de l'environnement et les économies d'énergie. (Xinhua, 5 mars)

4 mars **L'objectif de consommation énergétique pour 2015 est de quatre milliards de tonnes d'équivalent charbon.** La consommation de 2010 est officiellement de 3,2 milliards de tonnes. (Xinhua, 4 mars)

28 fév. **Selon un rapport de la Commission nationale de la population et du planning familial, la population flottante** – c'est-à-dire vivant hors de la zone d'enregistrement – s'élèverait à 221 millions de personnes à la fin de 2010. Les travailleurs migrants venus des campagnes en composent l'essentiel, avec 160 millions d'individus. Dans les trois décennies à venir, les villes accueilleraient trois cents millions de migrants supplémentaires. 60% des jeunes migrants viennent en ville accompagnés de leur famille, à la différence des générations précédentes. (Xinhua, 28 février)

**APPEL À SOUTIEN AUX AVOCATS ET INTELLECTUELS CHINOIS
EMPRISONNÉS POUR AVOIR AFFICHÉ LEUR SYMPATHIE
ENVERS LES RÉVOLUTIONS DU MONDE ARABE. (14 mars)**

La chute des régimes tunisien et égyptien et les troubles persistants dans plusieurs autres pays arabes ont décidé les démocrates de Chine à célébrer chaque dimanche la «révolution de jasmin» par des manifestations pacifiques dans les plus grandes villes du pays.

Dès le début des contestations populaires, les autorités chinoises ont manifesté leurs craintes et leur rejet du «pouvoir de la rue» ; elles ont veillé à empêcher toute extension d'un mouvement jugé dangereux pour le pouvoir.

Outre le strict contrôle de l'information et la présentation péjorative des soulèvements, elles procèdent depuis trois semaines à des arrestations de militants des droits civiques, parmi lesquels nombre d'avocats, d'écrivains et d'intellectuels.

Citons, sans prétendre être exhaustif, les disparitions forcées (19 février) des avocats Teng Biao, Jiang Tianyong, Tang Jitian ; la mise en détention du juriste Xu Zhiyong ; l'agression dont a été victime l'avocat Liu Shihui ; les arrestations des intellectuels Ran Yunfei, Hua Chunhui, Liang Haiyi, Ding Mao, Chen Wei et Pu Fei pour «subversion du pouvoir d'État» ou «incitation à la subversion du pouvoir d'État». On est sans nouvelles des lieux et des conditions de détention de toutes ces personnes.

La Ligue des Droits de l'Homme demande au gouvernement chinois de mettre un terme sans délai à ces violations flagrantes de la Constitution et des droits de l'homme qu'il prétend garantir.

Elle lance un pressant appel à toutes les instances et à tous les individus épris de liberté, en particulier les confrères avocats et les intellectuels, pour qu'ils agissent au plus vite, selon leur moyen et dans leur sphère d'action, afin d'obtenir la remise en liberté de tous les citoyens chinois, victimes de leur sympathie pour le mouvement de libération en cours dans le monde arabe.

Communiqué LDH, Observatoire international des avocats et du Syndicat des Avocats de France. L'appel a reçu aussi la signature de M° Charrière-Bournazel, ancien bâtonnier du barreau de Paris.

BIBLIOGRAPHIE.

- **Annual Report on the Situation of Human Rights Defenders In China 2010.** China Human Rights Defenders, 3 mars 2011. 24 pp.
Document accessible sur le site :
<http://chrdnet.org/2011/03/02/annual-report-on-the-situation-of-human-rights-defenders-in-china-2010/>
- **Liu Xiaobo, la philosophie du porc et autres essais.** Textes choisis, traduits et présentés par Jean-Philippe Beja. Éditions Gallimard/Bleu de Chine. mars 2011. 518 pp.
- **Les ennemis d'internet.** Reporters sans Frontières, mars 2011. Fiche Chine 5 pp.
Document accessible sur le site :<http://fr.rsf.org/internet-enemie-chine,39714.html>
- **Attacks on the Press in 2010.** Committee to Protect Journalists, 15 février 2011. 350 pp. dont un chapitre sur la Chine.
Document accessible sur le site :<http://www.cpj.org/2011/02/attacks-on-the-press-2010-china.php>
- **Hired on Sufferance, China's Migrant Workers in Singapore.** China Labour Bulletin, février 2011. 65 pp.
Le document étudie les conditions de recrutement, d'emploi et de congédiement d'ouvriers chinois pour les entreprises de Singapour.
Document accessible sur le site :<http://www.china-labour.org.hk/en/node/100013>

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».